

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.124 - QUARANTIÈME ANNÉE - VENDREDI 8 OCTOBRE 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 1.75 - Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'agence Havas, 6, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

ABONNEMENTS
Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard
et Basses-Alpes..... 5 fr. 6 Mois 27 fr.
Autres départements et l'Algérie..... 6 fr. 12 Mois 54 fr.
Etranger (Union postale)..... 8 fr. 12 Mois 72 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

L'Action Commune

La réponse négative faite à Sofia à l'ultimatum russe range définitivement la Bulgarie du côté de la coalition austro-germano-turque. A la vérité, personne parmi les Alliés ne se faisait plus d'illusions sur la nouvelle orientation du gouvernement bulgare. Mais l'initiative prise par le Cabinet de Pétrougrad, et à laquelle tous les gouvernements de la Quadruple-Entente se sont associés, ne tendait pas à autre chose qu'à obliger la Bulgarie à se démasquer afin que l'on se trouvât à son égard dans une situation nette. La chose est faite aujourd'hui et les Alliés, qui savent désormais à quoi s'en tenir, ont toute latitude pour organiser sans retard l'action qu'il leur appartient de réaliser.

Cette action sera, bien entendu, une action commune.
Les gouvernements de la Quadruple-Entente sont là-dessus parfaitement d'accord. On savait déjà que la France et l'Angleterre étaient solidaires de la Russie dans la démarche faite à Sofia : leurs représentants diplomatiques ne l'avaient pas laissé ignorer au gouvernement de Ferdinand 1^{er} et de M. Radoslavof. Quant à l'Italie, elle ne séparait pas sa politique de celle de ses alliés. Si nous en croyons les informations publiées par un grand journal de l'autre côté des Alpes, M. Salandra a déclaré en Conseil des ministres que « la ligne de conduite de la diplomatie italienne a été conforme à celle des puissances alliées et que les démarches accomplies auprès de la Bulgarie, y compris l'ultimatum russe, trouvaient le plein consentement de l'Italie ». Le même journal ajoute que la même ligne de conduite sera suivie à l'avenir et que à toutes les mesures militaires, tant pour la guerre italienne que pour la guerre balkanique, sont prises ».

Ainsi, l'entente est complète entre les gouvernements de la Quadruple-Entente et cette entente aboutira, elle aboutit déjà à une action commune qui a diplomatique, mais aussi et surtout une action militaire : les débarquements de troupes déjà effectués à Salonique et ceux qui vont se poursuivre affirmant cette action militaire des Alliés avec une force sans cesse grandissante.

Un télégramme de Nich annonce que des troupes françaises ont déjà fait leur apparition sur le territoire serbe, où elles ont été accueillies par des manifestations de sympathie enthousiaste. Ces troupes et les troupes alliées ont là-bas remplir la loyale et noble mission que les puissances de la Quadruple-Entente ont assumée conformément à leur devoir et conformément à l'honneur. Elles vont coopérer avec la vaillante armée serbe à la défense de l'héroïque petit pays que les Austro-Allemands, mettant à profit la complicité turque et la trahison bulgare, ont lâchement projeté d'écraser.

Et tandis que cette action des alliés s'engage sur le nouveau front qu'il a plu à nos ennemis de créer, les deux puissances, qui apparaissent comme devant être le plus vivement émus par le quet-apens bulgare et qui se trouvent le plus directement intéressés au sort de l'aventure balkanique, continuent à se tenir dans l'expectative. La Roumanie ne mobilise toujours pas et la Grèce est dotée par son roi d'un nouveau ministère à qui est confiée la paradoxale besogne de concilier la défense des intérêts nationaux avec le respect des sympathies du beau-frère de Guillaume II pour l'Allemagne...

Les hésitations de ceux-là précisément qui n'ont aucune excuse pour hésiter restent extrêmement fâcheuses et il serait puéril de nier qu'elles accroissent pour nous les embarras et les difficultés d'une situation déjà rude. Mais il n'y a dans cette constatation qu'une raison de plus pour les Alliés d'agir aussi rapidement et aussi vigoureusement que possible. Car, là comme ailleurs, c'est seulement par un surcroît d'énergie que l'on pourra espérer venir à bout des obstacles.

CAMILLE FERDY.

LE PLUS PETIT NEUTRE

C'est la principauté de Lichtenstein, nichée entre le Sud et la Suisse, membre de la Confédération germanique où elle avait une voix à la Diète, en commun avec cinq autres Etats. Elle n'a jamais consenti à signer le traité de 1806, ce petit Etat de quatre lieues carrées est toujours en guerre avec la Prusse. Au fond, ce neutre est un allié qui ne se manifeste pas.
Sans doute, la principauté emprunte à l'Autriche les douanes, la gendarmerie, la monnaie et le timbre, mais elle a ses tribunaux ; sa capitale, Vaduz, et 6,000 habitants bien à elle, qui font paître leurs troupeaux sur la pente de montagnes descendant de la Suisse au Rhin. L'Etat de Lichtenstein est d'une pauvreté légendaire : par contre (ou pour cela) il n'a pas d'impôts ; le Prince entretient tout de ses deniers. C'est un souverain minuscule mais richissime qui réside le plus souvent à Vienne, dans un palais orné de collections admirables ; elles furent réunies par son aïeul, le général prince de Lichtenstein, ambassadeur en France auprès de Louis XV, et le prince les ouvre très libéralement aux étrangers.
La principauté a nettement déclaré sa neu-

432^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 7 Octobre.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

L'ennemi a violemment bombardé, au cours de la nuit, tout notre front au nord de la Scarpe. Il a tenté quatre contre-attaques successives contre les positions récemment conquises par nous dans les bois à l'ouest du chemin de Souchez à Angres. Il a été complètement repoussé.

Bombardement intense et réciproque au sud de la Somme, dans les secteurs d'Andéchy, Dancourt, Canny-sur-Matz, ainsi qu'au nord de l'Aisne, dans la région de Tracy-le-Val et du bois Saint-Mard.

En Champagne, les Allemands ont prononcé, en fin de journée, des retours offensifs opiniâtres par lignes successives contre les positions qu'ils venaient de perdre au nord de Tahure. Ils ont partout échoué, subissant de très lourdes pertes.

Aux Eparges, nous avons fait exploser deux mines qui ont sérieusement endommagé les ouvrages ennemis.

Canonnade violente de part et d'autre entre Meuse et Moselle, au nord de Flirey.

En Lorraine, une forte reconnaissance a tenté d'aborder nos tranchées dans la région d'Athieville. Elle a été arrêtée devant nos réseaux de fils de fer et repoussée par nos tirs de barrage et nos feux d'infanterie.

PROPOS DE GUERRE

Espérons

Le gouvernement a fait savoir au public que toutes les précautions avaient été prises pour parer aux besoins de la nouvelle campagne d'hiver. « Nous possédons, a précisé M. Chéron, rapporteur de la Commission de l'Armée, des quantités de chemises, de caleçons, de chaussettes, de tricot, de jerses, de chandails, de passe-montagne, de cache-nez, de couvertures et de couvre-pieds. » Les soldats recevront en plus des chapes en peau de mouton, voire même des peaux de biques, contre les grands froids. On nous informe, en outre, que l'on s'est occupé du chauffage des tranchées et de la nourriture des troupes, la nourriture étant un des meilleurs moyens de résistance au froid.

Voilà qui est parfait. Aucune déclaration ne pouvait être plus agréable aux familles peu fortunées des soldats, pour qui la perspective d'une campagne d'hiver était un motif de vives inquiétudes. Il faut bien dire, d'ailleurs, que les précautions prises par le gouvernement et l'autorité militaire s'imposaient et que le public qui fit l'an dernier un effort merveilleux pour parer à la pénurie où nous nous trouvions, n'eût pas compris que l'on comptât encore uniquement sur son bon vouloir pour munir nos soldats des objets qui leur sont aussi nécessaires pour combattre que leur fusil et leur baïonnette.

Que les familles des soldats soient donc sans inquiétude, puisque l'autorité militaire supérieure en leur donnant l'assurance que tout a été prévu, leur laisse entendre qu'elle peut se dispenser de leur concourir.

Mais ne pas espérer que, le moment venu, les dispositions prises, les promesses et les circulaires formelles ne s'émiettent pas en descendant les degrés de la hiérarchie militaire ?

ANDRÉ NEGIS

Le Régime des Prisonniers

Les Français dans les camps allemands

Paris, 7 Octobre.

Le Comité international de la Croix-Rouge de Genève (Suisse), nous communique la note suivante :
A la date du 29 septembre, le commandant du camp de Neunkirchen communique au Comité international de la Croix-Rouge à Genève que tous les prisonniers français évacués de ce camp annexe ont été renvoyés à leur camp principal, mais que ceux qui avaient été primitivement aux camps de Minden, et ont été dirigés, les uns sur Munster, les autres sur Dülmen-bel-Munster.

Pour tout renseignement relatif au camp de Neunkirchen, il faudra s'adresser dorénavant au camp de Friedlrichsfeld, où ont été transférées les fiches de Neunkirchen.

D'autre part, à la date du 2 septembre 1915, l'administration des postes suisses transmet l'ordre de service suivant relatif aux relations avec les prisonniers de guerre internés dans les territoires occupés par l'Allemagne :

Conformément à une communication de l'Office des postes imprimées allemandes, l'échange des objets de la poste aux lettres, y compris les mandats-poste, avec les prisonniers de guerre internés dans les territoires occupés de la Belgique et de la France, sera admis dorénavant aux mêmes conditions que celui pour les camps de prisonniers de guerre en Allemagne même. Cet échange, soit par envoi, de leur réexpédition, s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire du camp où se trouvent les prisonniers de guerre avant leur évacuation dans les territoires occupés.

Wahn, dans la Prusse Rhénane, est considérée comme camp primitif de tous les prisonniers de guerre blessés ou malades dans les lazarets, ou retenus par des travaux dans les territoires occupés et qui n'ont pas encore été attribués à un camp de prisonniers de guerre.

Les envois pour les prisonniers ne doivent porter que l'adresse du camp primitif, à l'exclusion donc de toute indication de localités en Belgique ou en France.

Pas de Relations commerciales avec nos ennemis

Les Explications de la Maison Verminck

En réponse à l'article que nous avons publié hier, nous avons reçu de la maison Verminck la lettre suivante :

Le Conseil d'administration des Etablissements Verminck a négligé, jusqu'à présent, de répondre aux articles de certains journaux.

La publicité de votre journal l'oblige, cependant, à vous demander l'insertion, en même place, de sa réponse, à l'article que vous avez publié.

Les demandes d'autorisation d'expéditions d'huiles pour la Suisse sont sérieusement examinées par la Commission interministérielle des dérogations aux prohibitions de sortie, composée des personnalités les plus éminentes.

Les autorisations sont obligatoirement revues au ministère des Finances (Direction Générale des Douanes) et de celui du ministère de la Guerre (Luroux).

Tous nos acheteurs se soumettent au contrôle des agents du gouvernement français.

Dernièrement, l'Union des Négociants en gros de denrées coloniales de Berne obtint à Paris l'autorisation de sortie de 1,500,000 k. à la condition fixée par la Commission que la marchandise serait entrée en Suisse dans le délai de 60 jours.

Cette quantité fut répartie entre nous et divers fabricants de notre ville. Ce fut la cause de l'augmentation apparente anormale des expéditions en septembre.

Nous devons ajouter que notre Société, qui produit annuellement environ 30 millions de kilos d'huiles, exporte en temps normal de 600,000 kilos à 1 million de kilos d'huiles en Suisse et qu'en 1915 le chiffre atteignit de 1,500,000 kilos.

L'augmentation de la demande à la France est justifiée parce que la Suisse, avant la guerre, était aussi approvisionnée par la Belgique, l'Autriche, l'Italie et surtout par l'Allemagne, puissamment organisée pour la trituration des graines oléagineuses.

En ne refusant pas de participer à des expéditions qui demandent toutes garanties de consommation en Suisse, nous croyons avoir agi dans l'intérêt de la main-d'œuvre de notre ville en même temps que dans l'intérêt économique du pays.

Nous espérons que ces lignes pourront éclairer vos lecteurs et apaiseront des susceptibilités que le Conseil d'administration et la Direction seraient les premiers à éprouver si n'avaient conscience d'avoir agi avec la plus grande prudence et une entière correction.

Nous vous prions, Monsieur le Directeur, d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

Le Conseil d'Administration.

Les raisons qui sont exposées dans cette lettre du Conseil d'Administration des Etablissements Verminck ne peuvent nous faire admettre que la quantité énorme

d'huile d'arachide et de coprah, expédiée en Suisse, soit exclusivement consommée par ce petit pays. Nous persistons à croire, avec les ouvriers tonneliers des usines Verminck et avec l'opinion publique à Marseille et à Paris, que la plus grande quantité de ces huiles est réexportée en Suisse en Allemagne, et cela malgré toutes les autorisations dont les fabricants d'huiles peuvent se prévaloir. C'est, du reste, l'opinion qui a cours à la Bourse du Commerce de notre ville.

Déjà, il y a quelques mois, certains fabricants d'huiles de Marseille demandèrent que la prohibition soit levée en ce qui concerne l'expédition à l'étranger d'un de leurs sous-produits : les tourteaux. A force de démarches, ils ont obtenu l'autorisation d'expédier leurs tourteaux. A condition toutefois de réserver la moitié de la production totale à l'agriculture française.

Or, quel est le résultat ? Il en est résulté que les fabricants d'huiles ont réalisé des bénéfices qu'on chiffre à plusieurs millions et que la partie réservée à notre agriculture nationale a eu à supporter une sensible augmentation de prix.

On peut être certain de ceci, c'est que de nombreuses expéditions de tourteaux faites en Hollande, Suède, Norvège et Suisse ont servi à nourrir le bétail destiné à l'alimentation de l'Allemagne.

Nous ne sommes pas seuls à estimer que l'on devrait mettre un terme à un pareil état de choses.

Le moment est mal choisi pour travailler à s'enrichir !

Notre article, au reste, nous a valu hier un grand nombre de visites et de lettres, dont le but était de nous approuver dans notre attitude et de féliciter les courageux ouvriers tonneliers des Etablissements Verminck de leur protestation patriotique qui a profondément ému notre population.

Ils ont, dans une réunion tenue mercredi soir, voté l'ordre du jour suivant :

« Attendu que dans l'article paru dans le Journal, à la date du 4 du courant, sur les exportations suspectes, les Etablissements Verminck y sont particulièrement visés, tous les ouvriers de la tonnellerie des dits établissements, après avoir cessé tout travail en signe de protestation pour une demi-journée, profondément émus qu'ils sont par de semblables révélations, affirmant qu'il leur est indigne à eux, pendant que leurs fils, leurs frères, leurs parents, se battent et se font tuer pour la Patrie, de ne pas crier leur indignation contre le scandaleux trafic auquel se livrent les Etablissements Verminck et avec eux certains industriels et commerçants marseillais ;

espérant que le gouvernement mettra enfin un terme à ces expéditions chonées, et demandant aux vrais patriotes de cesser de protester dans la Presse marseillaise et la Ligue Anti-Allemande du bienveillant accueil qu'elles leur ont réservé et demandant aux ouvriers et aux camarades des autres usines visées par l'article du Journal d'imiter leur patriotique exemple de protestation.

Ajoutons que, conformément à leur décision, les ouvriers protestataires ont repris le travail hier matin. — N.

LA GUERRE

Les Alliés sont prêts dans les Balkans à agir vigoureusement

Les Français et les Anglais ont déjà débarqué à Salonique. Les Italiens sont prêts à intervenir.

Paris, 7 Octobre.

Le Conseil des ministres réuni ce matin sous la présidence de M. Poincaré, s'est entretenu de la situation diplomatique et militaire.

L'entente commerciale franco-russe

Une entrevue de M. Bark avec M. Ribot

Paris, 7 Octobre.

M. Bark, ministre des Finances de Russie, de retour à Paris, a eu, au cours d'une entrevue avec le ministre des Finances, déclaré à M. Ribot que le gouvernement russe préparait un projet de loi pour sauvegarder la prospérité des titres russes qui auront été volés ou perdus par suite d'événements de guerre.

Un projet de loi sera soumis à cet effet à la Douane.

Quant à l'importation et à la vente en Russie des vins français pendant la guerre, le ministre des Finances de Russie a promis de prendre en très sérieuse considération les réclamations du gouvernement français.

Les Flottes alliées et la Bulgarie

Londres, 7 Octobre.

Le correspondant du Times commente en ces termes la nouvelle, venue de Paris, que les navires russes sont déjà devant Varna : « La situation géographique de la Bulgarie rend cette puissance particulièrement redoutable. Elle dispose de trois cent mille hommes de troupes et d'une marine à peu près négligeable ; elle serait tout à fait incapable de s'opposer à un débarquement des flottes alliées.

Le seul port de quelque importance que possède la Bulgarie, en Macédoine, est Burgas, qui a été plusieurs fois visité par nos navires depuis le début de nos opérations aux Dardanelles. Ce port, où les Bulgares débarquent lors de la première guerre des Balkans, est relié par voie ferrée, avec Salonique et Constantinople. Il pourrait donc, éventuellement, devenir nécessaire de l'occuper, et il ne semble pas que l'occupation présente de grandes difficultés.

Cependant c'est surtout sur la mer Noire que la côte bulgare offre des points où un débarquement pourrait être effectué avec avantage. Ni Varna, ni Bourgas ne possèdent de fortifications modernes ou puissantes ; une flottille de torpilleurs ne rencontrerait aucune opposition sérieuse.

Nos alliés russes ont affirmé leur maîtrise navale, dans la mer Noire, d'une telle façon, que leur succès sur la côte bulgare ne peut faire aucun doute ; ils sont aussi très suffisamment organisés pour le transport d'une importante force expéditionnaire. Il leur suffirait de l'effectuer, ou seulement d'en manifester l'intention pour retirer tout le long de la mer Noire une grande partie de l'armée bulgare, ce qui affaiblirait d'autant l'action de cette armée contre la Serbie. Il semble, d'ailleurs, que la menace d'une opération de ce genre a déjà été faite. Dans la mer Noire comme dans la mer Egée, la présence des flottes alliées assure une protection complète contre les attaques sous-marines. »

SUR NOTRE FRONT

L'Offensive franco-anglaise

On entend le bombardement de la frontière hollandaise

Paris, 7 Octobre.

On mande au Figaro d'Amsterdam :

Pendant la nuit du 4 au 5 et l'après-midi de mardi, un violent bombardement fut entendu à Eysden, sur la frontière hollandaise, au nord de Liège. Depuis le bombardement de Liège, on n'avait pas entendu un feu aussi violent.

Les Allemands sont inquiets

Genève, 7 Octobre.

Le major Morath écrit dans le Berliner Tageblatt :

« Les affirmations de l'état-major sont de nature à tranquilliser les Allemands, inquiets de l'état des choses à l'Ouest ; mais il ne faut pas oublier que de grandes batailles prochaines sont encore probables. Le rassemblement d'un puissant matériel de guerre, un stock de munitions croissant sans cesse et une accumulation d'artillerie lourde sont la preuve que les nombreuses réserves d'infanterie ramassées de derrière le front et laissées des territoires comme cordon de première ligne sont destinées à un emploi prochain. »

Londres, 7 Octobre.

On mande de Rotterdam au Daily Telegraph :

Le major Morath, le critique militaire allemand, écrit :

« Quel est le résultat de l'offensive franco-anglaise qui dure depuis onze jours ? Nos chefs déclarent que contrairement au plan d'origine, cette offensive est un succès et qu'il ne peut même pas être question d'une victoire brillante. Cependant, il faut ajouter à cette déclaration que la grande preuve que les Français ont faite est d'avoir, du côté français, nous en sommes sûr, à plusieurs armées, et même si nous pouvons considérer l'une d'elles comme perdue, »

LA GUERRE EN ORIENT

La Rupture avec la Bulgarie

Genève, 7 Octobre.

On mande de Sofia au Berliner Tageblatt de Munich que l'ultimatum produit une profonde impression ; la ville présente l'aspect anxieux d'une ville de guerre.

L'accord germano-bulgare

Paris, 7 Octobre.

Le correspondant à Salonique de l'Echo de Paris écrit :

« Voici, d'après le journal bulgare Kamabana, organe de la propagande allemande, les conditions de l'accord conclu entre l'Allemagne et la Bulgarie :
« La Bulgarie doit mettre à la disposition des armées allemandes son réseau de chemins de fer et parer à leurs besoins ; elle doit attaquer la Serbie pendant qu'une force allemande de trois cent mille hommes se dirige vers la Roumanie. En cas d'intervention roumaine, l'Allemagne serait tenue d'enoyer contre la Roumanie une nouvelle force de trois cent mille hommes. La Bulgarie recevrait comme prix de son concours la Macédoine bulgare et serbe, elle sera aussi libérée de la région de l'avenir ses camps avec la Grèce. »

Le rôle diplomatique de la Russie

Pétrograde, 7 Octobre.

Le Messenger Official publie un long communiqué où il expose avec détails toutes les négociations que le gouvernement russe a poursuivies avec les Alliés.

Le début de la configuration européenne jusqu'à la rupture russo-bulgare.

Le communiqué présente une énumération de faits, déjà connus, sur les négociations de la guerre mondiale où la Russie est entrée avec ses alliés pour sauver l'indépendance des nations et des tentatives de l'Allemagne de faire coalition germano-turque-turque par le Nord. En cas d'intervention roumaine, l'Allemagne serait tenue d'envoyer contre la Roumanie une nouvelle force de trois cent mille hommes.

Dans ces conditions, la politique balkanique de la Russie a tenu naturellement à la création d'un bloc balkanique qui faciliterait la défaite de la coalition germano-turque-turque, mais ce bloc n'était réalisable que par la voie d'une réconciliation de la Bulgarie avec ses voisins, et de la reconnaissance par elle des intérêts nationaux de chacun des pays balkaniques. Tel a été le problème de la politique russe dans les Balkans, problème analogue à ceux qui ont été posés par ses alliés.

Le Cabinet bulgare n'est pas unanime

Londres, 7 Octobre.

D'un correspondant russe au Morning Post :

« Dans le Sobranie actuel, il y a 128 députés ministériels, 51 agrariens, 31 démocrates, 5 radicaux, 2 zankovistes, 21 socialistes et 9 nationaux. L'opposition possède donc 119 voix contre 136 au parti ministériel. Parmi les ministériels, une guerre contre la Russie provoquera forcément des dissensions. Il n'y a qu'à se rappeler l'histoire de l'expédition bulgare en Grèce. M. Radoslavof a été attaqué à plusieurs reprises par les députés de son propre parti.

Le ministre du Commerce, M. Blakoff, ni le ministre des Finances, M. Apéneff, ne font preuve d'enthousiasme sur la question d'une guerre aux côtés de l'Allemagne.

Par ailleurs, il faut tenir compte de l'influence des socialistes et de l'importance de l'esprit des nationalistes.

Les explications bulgares

Paris, 7 Octobre.

On publie le communiqué officiel suivant :
« Lundi, entre 4 et 6 heures de l'après-midi, le président du Conseil reçut la visite des représentants de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne. Les deux premiers lui ont remis des notes non identiques, à caractère d'ultimatum, par lesquelles, donnant une interprétation forcée à la neutralité armée qu'a proclamée la Bulgarie et à l'objet de la mobilisation bulgare, ils insistent, sous la menace d'une rupture des relations diplomatiques, pour que la Bulgarie rompe ses relations, dans le délai de 24 heures, ses rapports avec les puissances centrales, et le renvoi des officiers allemands et autrichiens sol-disant présents dans les états-majors des différentes armées bulgares.

Le représentant de la Grande-Bretagne a remis une courte note verbale, où il déclarait que la Grande-Bretagne rompt ses relations avec la Bulgarie, si des hostilités éclatent dans les Balkans du fait de la mobilisation bulgare.

Par suite d'une absence d'instructions, le représentant de l'Italie ne s'est pas encore joint à cette démarche de ses collègues. Le gouvernement bulgare remettra aujourd'hui aux dits représentants trois notes, également non identiques, où il exposera derechef l'essence de la neutralité armée de la Bulgarie, tout en montrant les dangers qui peuvent surgir de ce nouvel encouragement donné aux Serbes. »



NOTRE AVANCE EN CHAMPAGNE

Le premier trait pointillé indique notre front avant l'offensive de février à mars ; la ligne noire, indique notre front depuis l'offensive de mars ; la ligne grisée, indique notre avance depuis l'attaque du 25 septembre jusqu'au communiqué du 6 octobre.

Rejetant catégoriquement l'accusation relative à la présence de troupes bulgares en Serbie...

La duplicité du Gouvernement bulgare. Londres, 7 Octobre. On mande de Rome au Morning Post...

La déclaration du ministre de France au gouvernement bulgare. Paris, 7 Octobre. Le gouvernement bulgare vient de publier...

Quant à la réponse du gouvernement bulgare à la note des puissances alliées du 14 septembre...

Le débarquement à Salonique. Paris, 7 Octobre. L'envoyé spécial du Petit Parisien à Athènes...

L'Action des Alliés. Le débarquement à Salonique. Paris, 7 Octobre.

Après avoir conféré avec les chefs de partis, le roi a offert le pouvoir à M. Zaimis...

La constitution du nouveau Cabinet. Athènes, 7 Octobre. Le nouveau Cabinet est ainsi constitué...

Les pourparlers diplomatiques à Londres. Londres, 7 Octobre. Lord Kitchener et Sir Edward Grey ont été reçus hier par le roi...

Agissons rapidement et avec énergie. Londres, 7 Octobre. Le correspondant du Daily Telegraph à Rome...

On assure que la Grèce restera neutre. Paris, 7 Octobre. A la légation de Serbie, on nous a déclaré hier matin...

L'accord n'a jamais existé entre M. Venizelos et le roi. Athènes, 7 Octobre. Causant ce soir avec les députés de son parti...

La séance de lundi à la Chambre. Athènes, 7 Octobre. La divergence de vues entre M. Venizelos et le roi...

Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus rapidement possible...

Le meilleur moyen d'agir dans cette crise est de mettre des forces à Salonique et d'attendre la Serbie...

La coopération de l'Italie. Londres, 7 Octobre. L'action de l'Italie, dit le correspondant du Daily-News...

Le ministre de Grande-Bretagne chez le roi Constantin. Athènes, 7 Octobre. Sir Francis Elliot, ministre d'Angleterre...

L'attaque de la Serbie. Les troupes françaises acclamées en Serbie. Nisch, 7 Octobre.

Les Bulgares lèvent le masque. Les déclarations d'un attaché à la légation de Rome. Genève, 7 Octobre.

La Crise grecque. M. Zaimis accepte de former un cabinet de concentration. Athènes, 7 Octobre.

Après avoir conféré avec les chefs de partis, le roi a offert le pouvoir à M. Zaimis...

La constitution du nouveau Cabinet. Athènes, 7 Octobre. Le nouveau Cabinet est ainsi constitué...

Les pourparlers diplomatiques à Londres. Londres, 7 Octobre. Lord Kitchener et Sir Edward Grey ont été reçus hier par le roi...

Agissons rapidement et avec énergie. Londres, 7 Octobre. Le correspondant du Daily Telegraph à Rome...

On assure que la Grèce restera neutre. Paris, 7 Octobre. A la légation de Serbie, on nous a déclaré hier matin...

L'accord n'a jamais existé entre M. Venizelos et le roi. Athènes, 7 Octobre. Causant ce soir avec les députés de son parti...

La séance de lundi à la Chambre. Athènes, 7 Octobre. La divergence de vues entre M. Venizelos et le roi...

Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus rapidement possible...

de M. Albert Thomas, pour que, eux aussi, soient animés de la même détermination que les ouvriers français.

L'Action russe. Communiqué officiel russe. Pétrougrad, 7 Octobre. L'état-major du généralissime fait le communiqué officiel suivant...

Sur le front de la région de Dwinsk, le duel d'artillerie ne cesse pas. Dans la région au sud de Postava...

Le ministre de Grande-Bretagne chez le roi Constantin. Athènes, 7 Octobre. Sir Francis Elliot, ministre d'Angleterre...

La Crise grecque. M. Zaimis accepte de former un cabinet de concentration. Athènes, 7 Octobre.

Après avoir conféré avec les chefs de partis, le roi a offert le pouvoir à M. Zaimis...

La constitution du nouveau Cabinet. Athènes, 7 Octobre. Le nouveau Cabinet est ainsi constitué...

Les pourparlers diplomatiques à Londres. Londres, 7 Octobre. Lord Kitchener et Sir Edward Grey ont été reçus hier par le roi...

Agissons rapidement et avec énergie. Londres, 7 Octobre. Le correspondant du Daily Telegraph à Rome...

On assure que la Grèce restera neutre. Paris, 7 Octobre. A la légation de Serbie, on nous a déclaré hier matin...

L'accord n'a jamais existé entre M. Venizelos et le roi. Athènes, 7 Octobre. Causant ce soir avec les députés de son parti...

La séance de lundi à la Chambre. Athènes, 7 Octobre. La divergence de vues entre M. Venizelos et le roi...

Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus rapidement possible...

Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus rapidement possible...

formation d'un puissant Syndicat, qui se charge de l'émission de l'emprunt. Le montant de cet emprunt est de cinq cents millions de dollars...

L'Action russe. Communiqué officiel russe. Pétrougrad, 7 Octobre. L'état-major du généralissime fait le communiqué officiel suivant...

Sur le front de la région de Dwinsk, le duel d'artillerie ne cesse pas. Dans la région au sud de Postava...

Le ministre de Grande-Bretagne chez le roi Constantin. Athènes, 7 Octobre. Sir Francis Elliot, ministre d'Angleterre...

La Crise grecque. M. Zaimis accepte de former un cabinet de concentration. Athènes, 7 Octobre.

Après avoir conféré avec les chefs de partis, le roi a offert le pouvoir à M. Zaimis...

La constitution du nouveau Cabinet. Athènes, 7 Octobre. Le nouveau Cabinet est ainsi constitué...

Les pourparlers diplomatiques à Londres. Londres, 7 Octobre. Lord Kitchener et Sir Edward Grey ont été reçus hier par le roi...

Agissons rapidement et avec énergie. Londres, 7 Octobre. Le correspondant du Daily Telegraph à Rome...

On assure que la Grèce restera neutre. Paris, 7 Octobre. A la légation de Serbie, on nous a déclaré hier matin...

L'accord n'a jamais existé entre M. Venizelos et le roi. Athènes, 7 Octobre. Causant ce soir avec les députés de son parti...

La séance de lundi à la Chambre. Athènes, 7 Octobre. La divergence de vues entre M. Venizelos et le roi...

Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus rapidement possible...

Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus rapidement possible...

taires, ce n'est pas l'heure d'accorder encore des primes à des armateurs qui, de lavis de leurs défenseurs, n'ont rien fait aujourd'hui des bénéfices considérables.

L'Action russe. Communiqué officiel russe. Pétrougrad, 7 Octobre. L'état-major du généralissime fait le communiqué officiel suivant...

Sur le front de la région de Dwinsk, le duel d'artillerie ne cesse pas. Dans la région au sud de Postava...

Le ministre de Grande-Bretagne chez le roi Constantin. Athènes, 7 Octobre. Sir Francis Elliot, ministre d'Angleterre...

La Crise grecque. M. Zaimis accepte de former un cabinet de concentration. Athènes, 7 Octobre.

Après avoir conféré avec les chefs de partis, le roi a offert le pouvoir à M. Zaimis...

La constitution du nouveau Cabinet. Athènes, 7 Octobre. Le nouveau Cabinet est ainsi constitué...

Les pourparlers diplomatiques à Londres. Londres, 7 Octobre. Lord Kitchener et Sir Edward Grey ont été reçus hier par le roi...

Agissons rapidement et avec énergie. Londres, 7 Octobre. Le correspondant du Daily Telegraph à Rome...

On assure que la Grèce restera neutre. Paris, 7 Octobre. A la légation de Serbie, on nous a déclaré hier matin...

L'accord n'a jamais existé entre M. Venizelos et le roi. Athènes, 7 Octobre. Causant ce soir avec les députés de son parti...

La séance de lundi à la Chambre. Athènes, 7 Octobre. La divergence de vues entre M. Venizelos et le roi...

Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus rapidement possible...

Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus rapidement possible...

Après quelques observations de MM. André Hesse et Puch, M. Guernier, président de la Commission de la Marine marchande, expose qu'il ne s'agit pas ici de remanier la législation de la marine marchande...

L'Action russe. Communiqué officiel russe. Pétrougrad, 7 Octobre. L'état-major du généralissime fait le communiqué officiel suivant...

Sur le front de la région de Dwinsk, le duel d'artillerie ne cesse pas. Dans la région au sud de Postava...

Le ministre de Grande-Bretagne chez le roi Constantin. Athènes, 7 Octobre. Sir Francis Elliot, ministre d'Angleterre...

La Crise grecque. M. Zaimis accepte de former un cabinet de concentration. Athènes, 7 Octobre.

Après avoir conféré avec les chefs de partis, le roi a offert le pouvoir à M. Zaimis...

La constitution du nouveau Cabinet. Athènes, 7 Octobre. Le nouveau Cabinet est ainsi constitué...

Les pourparlers diplomatiques à Londres. Londres, 7 Octobre. Lord Kitchener et Sir Edward Grey ont été reçus hier par le roi...

Agissons rapidement et avec énergie. Londres, 7 Octobre. Le correspondant du Daily Telegraph à Rome...

On assure que la Grèce restera neutre. Paris, 7 Octobre. A la légation de Serbie, on nous a déclaré hier matin...

L'accord n'a jamais existé entre M. Venizelos et le roi. Athènes, 7 Octobre. Causant ce soir avec les députés de son parti...

La séance de lundi à la Chambre. Athènes, 7 Octobre. La divergence de vues entre M. Venizelos et le roi...

Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus rapidement possible...

Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus rapidement possible...

La nuit perfide

Sur le front, les brusques refroidissements qui saisissent nos soldats, souvent tout à coup après une chaude journée sans compter les averses soudaines...

LE BREVET ELEMENTAIRE

Voici le texte des compositions données pour la 2e session du brevet élémentaire des jeunes filles qui s'est ouverte hier :

ARITHMETIQUE. — I. Démontrer que pour multiplier une somme par une somme, on peut multiplier chaque partie de la multiplicande par chaque partie du multiplicateur...

VERITABLE TISANE DES TROIS PAQUETS du PERE Blaise CONTRE TOUS LES VICES DU SANG ET L'IRRITATION

THEATRES, CONCERTS, CINEMAS GYMNASSE. — Ce soir, à 8 h. 30, samedi et dimanche, Le Cœur dispose de M. Francis de Croisset...

MALADIES : SECRETES ET DE LA PEAU. Guérison la plus sûre et la plus rapide par la Méthode Casau...

Bourse de Marseille du 7 Octobre 4 % au Porteur, c. 100, 60 50; c. 200, 60 50; c. 300, 60 50...

COUPE DE BOIS M. de Florans à Aurons, informé des négociations en cours pour l'achat de 2.650 pins...

BOULLON DU VALE EN CUBES VERTS GROS. - 317, rue de Belleville. - PARIS Inouï et Merveilleux

ETAT-CIVIL NAISSANCES du 7 octobre. — Monier Julien, Saint-Benoit, Pier Marie, rue Dragon, 25...

DECES du 7 octobre. — Trencat Antoine, 4 ans, rue Mayousses, 10. — Alraud Isabelle, 40 ans...

ASTHME anciens ou récents guéris en 3 jours, sans injection, par les CAPSULES S-AMARIN

QUESTIONS. — 1. Expliquer les expressions soulignées d'un texte métaphorique...

Bourse de Paris du 7 Octobre 3 % Français, 66 50. — 3 % Amortissable, 75. — Argentine 4 1/2 % 1911, 84 50...

Mme DELOR, DE PARIS prof. sciences divinatoires, détalé 8 j. p. réalité, consult. réussies...

LYCEENS Les parents sont informés que la pension bourgeoise Martin, L. Faure, propriétaire...

VENTES ou ACHATS de Fonds de Commerce Les extraits ou avis de ventes ou achats de fonds de commerce...

TENTES DEPOSE Repositions GARDIENNAGE GRATUIT Laurens, 30, quai du Canal

Fils de Française Grand roman d'actualité C'est que nulle part autant que dans cette ville stagnante et périlleuse des tranchées...

« Ah ! les braves types ! Ce qu'ils ont été heureux de me revoir !... Et moi donc ! — Et tu parles d'une entrée !... »

« Un homme est envoyé en reconnaissance, et revient, annonçant l'approche d'un détachement allemand. — Combien qu'ils sont ? interroge le Marcellais... »

« Alors, le Marcellais, d'une voix terrible, ordonne à ses hommes : — Prenez vos cotillons !... »

« L'on eût dit que le malheureux garçon avait eu la mort dans le cœur. — Des semaines passèrent, — des mois. — Jean avait déjà à son actif deux citations à l'ordre du jour... »

« C'est la bataille. — L'on eût dit que le malheureux garçon avait eu la mort dans le cœur. — Des semaines passèrent, — des mois. — Jean avait déjà à son actif deux citations à l'ordre du jour... »

ANNONCES ECONOMIQUES "Classées"

DEMANDES D'EMPLOIS La ligne 0 fr. 50, minimum 2 lignes CHAUFFEUR mécanicien automobile et non mobilisable, demande place. Ecrire Mario, avenue d'Arènes, 119.

OUVRIERE repasseuse demandée, 1, rue Montaux. OUVRIER tapissier matelassier demandé, rue Fortunée, 19.

APPRENTIE et apprentie dégrossie piqueuses de bottines demandées, rue des Treize-Escaliers, 9, au 1er. HOMME DE PEINE au courant de l'emballage demandé, Fabrique de chaussures, rue de la République, 45.

PENSIONS DE FAMILLE PENSION de famille dans villa p. rétab. 15 pièces. S'adr. rue Estelle, au 1er, conf. feus. LOCATIONS GRANDE et petite chambres à louer avec ou sans pension, 40, bd du Jardin-Zoologique, 1er étage.

MACHINES A COUDRE à vendre, bonnes occasions, depuis 25 fr., Grand'Rue, 43, au 2e. RICHE chambre, salle à manger, toilette, 1 cause départ, rue Breteuil, 108.

CONSULTATIONS JURIDIQUES A VOCAIT-CONSEIL. — Consultation, 2 francs, rue Grignan, 64. GERANCE EX-NEGOCIANT cherchant fournir caution, et références ser. chèque gerance, Ecr. S. Auban, bureau du journal.